



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture**

Service de la coordination  
des politiques publiques

Bureau de la coordination interministérielle

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société NANCYPORT  
de porter à la connaissance de l'administration la modification de ses installations qu'elle  
exploite à FROUARD et de prendre des mesures de prévention**

**n° 2021-0413**

le Préfet de Meurthe-et-Moselle  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 181-14, L. 511-1, L. 514-5 et R. 181-46 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 1999-317 du 14 octobre 1999, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2016-0091 du 17 mai 2016, autorisant la société NANCYPORT à exploiter des installations de transit, de manutention et de stockage de produits divers sur le site portuaire de FROUARD (54390) ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé AN/NW/50-2021 en date du 03 mai 2021, dont copie a été adressée à la société NANCYPORT, par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le courrier de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du 03 mai 2021 informant la société NANCYPORT, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement, des faits qui lui sont reprochés et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Considérant** que l'inspection des installations classées a constaté lors de la visite du 11 janvier 2021 que la société NANCYPORT exploite sur le site portuaire de FROUARD, une installation de transit de déchets d'hydroxyde d'aluminium sans avoir porté à la connaissance de l'autorité administrative cette nouvelle installation qui constitue une modification au moins notable de ses installations de transit, de manutention et de stockage de produits divers ;

**Considérant** qu'il revient à la société NANCYPORT de porter cette modification à la connaissance de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, avec l'ensemble des éléments permettant d'apprécier la substantialité de cette modification et la nécessité ou non de soumettre cette modification à évaluation environnementale ;

**Considérant** que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que, dans l'attente d'une régularisation de la situation, il convient de prescrire les dispositions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

*.../...*

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté

La société NANCYPORT, dont le siège est situé Port de Frouard à Frouard (54390), autorisée à exploiter à la même adresse des installations de transit, de manutention et de stockage de produits divers, qui exploite également une installation de transit de déchets d'hydroxyde d'aluminium sans l'avoir portée à la connaissance de l'autorité administrative, est mise en demeure de :

- porter à la connaissance de l'administration la modification de ses installations conformément aux articles L 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement en se positionnant d'une part sur le caractère substantiel de la modification et d'autre part sur la nécessité de réaliser ou non une évaluation environnementale, **dans un délai maximal de 2 mois à compter de la réception du présent rapport.**

### Article 2 : Mesures de prévention

L'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté prend les mesures nécessaires pour prévenir les dangers pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement liés au stockage temporaire de déchets d'hydroxyde d'aluminium (étanchéité des sols ; capacité de l'aire d'entreposage à recueillir les eaux et matières répandues ; couverture des déchets lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer leur dégradation rendant plus difficile leur valorisation ou leur élimination ou d'entraîner des substances polluantes par les eaux de pluie ; etc.), **dans un délai maximal de 2 mois à compter de la réception du présent rapport.**

### Article 3 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté de se conformer à cette injonction, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 4 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'auprès du Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 38 - 54036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 5 : Exécution et information

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société NANCYPORT

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de la commune de Frouard

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général



Julien LE GUFF

Nancy le 18 JUIN 2021